

quels nous accorderions des concessions, de pénétrer sur notre marché, au détriment de notre propre production ou de notre commerce avec la Grande-Bretagne. Car c'est bien à faire pénétrer sur le marché canadien les produits de leurs manufactures que vont s'exercer tous les efforts de nos voisins.

Nous ne pouvons pas nous arrêter un seul instant à l'idée que les négociateurs canadiens consentiraient à sacrifier la moindre parcelle de nos industries naissantes qui ont, au contraire, besoin d'être protégées tant qu'elles n'ont pas atteint leur plein développement.

Les Etats-Unis nous consentiraient bien volontiers quelques réductions de droits, mais seraient-elles jamais assez fortes, avec leur tarif élevé, pour que nous puissions dire qu'il y a réellement réciprocité de concessions. Nous ne devons pas faire un marché de dupes.

La rupture des négociations à Ottawa nous dit assez que nos ministres ont clairement indiqué aux délégués américains que le Canada n'était pas prêt à sacrifier ses propres intérêts. Un traité de réciprocité n'aurait sa raison d'être que si les deux pays devaient y gagner, chacun de son côté. Ce n'est pas ce que l'on voudrait de l'autre côté de la frontière; aussi, la reprise des négociations à Washington, si elle doit se produire, n'aura pas plus d'effet que n'en ont eu les pourparlers à Ottawa.

ELECTION DES DIRECTEURS DE L'EXPOSITION DE MONTREAL

Mardi a eu lieu à l'Hôtel de Ville la réunion annuelle des membres de l'Exposition Industrielle de Montréal. La séance a été présidée par le Sénateur F. L. Bélique, qui a lu un mémoire relatant les travaux, les démarches et la situation de l'Association depuis sa fondation. Le Président dit que pour réaliser l'espoir d'une exposition en 1912 il faudrait pouvoir se procurer un site au plus tôt et préparer les plans dès cet hiver afin de commencer les travaux au printemps prochain.

Un grand nombre de membres de l'Association étaient présents pour l'élection des directeurs. Le sénateur P.-B. Casgrain proposa, secondé par M. James Morgan, que les 28 directeurs suivants fussent aussitôt nommés: MM. F.-L. Bélique, H. Laporte, R. Bickerdike, H. Miles, le maire Guérin, Hon. J. D. Roland, H. A. Ekers, R. Wilson-Smith, D. McDonald, le colonel Labelle, le Dr Lalonde, F. Robertson, L. E. Geoffrion, C. H. Catelli, T. Gauthier, G. W. Vaux, du Grand-Tronc, T. H. Harris, du Pacifique, Guy Tombs, du Canadien Nord, le colonel Burland, N. Lachapelle, O. S. Perreault, président de la Chambre de Commerce, le contrôleur Ainey, les échevins L. A. Lapointe, N. Leclaire, Gauvin, Turcotte, Ward et Monahan.

Les 28 membres présentés sont élus. Pour compléter le bureau de Direction, le gouvernement provincial devra nommer deux membres, ainsi que le veut la charte.

A une assemblée subséquente des directeurs ont été nommés: Président, le sénateur F. L. Bélique; vice-présidents: MM. R. Bickerdike, M.P. et H. Laporte; secrétaire-trésorier, M. Henry Miles.

Le comité des finances est composé de MM. L. A. Lapointe, président, N. Leclaire, Turcotte, Monahan, Thomas Gauthier, Wilson Smith et Ekers.

L'ouverture des nouvelles soumissions demandées pour un terrain aura lieu samedi matin, le 10 courant, à l'Hôtel de Ville.

PRODUITS D'IMPORTATION

M. Henri Jonas, chef de la maison Henri Jonas & Cie, nous communique les renseignements suivants:

Les usiniers ont avancé les prix des champignons en boîtes. L'avance est d'environ 15 p. c. et s'on s'attend à une nouvelle hausse avant bien longtemps, la production étant déficitaire.

La récolte des olives a été presque partout très mauvaise; les prix de l'huile d'olive sont très élevés et on se demande avec anxiété comment on pourra fournir à la consommation. La situation pour 1911 apparaît sombre.

La pêche des sardines sur les côtes de la Bretagne et de la Normandie est maintenant terminée, elle a pris fin plutôt brusquement; le poisson a été en général peu abondant et cher. La sardine française sera donc rare et chère.

LA BANQUE DE MONTREAL

Nous publions d'autre part, dans ce même numéro, le rapport de la 93ème assemblée générale annuelle de la Banque de Montréal. Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à le lire en entier. Ce rapport comporte plus d'un renseignement utile.

Les profits sont sensiblement les mêmes que ceux de l'an dernier, malgré une perte dont parle le Président dans son discours aux actionnaires, et qui, selon son expression, est une chose du passé! Cela veut dire qu'avec l'augmentation considérable des affaires dont témoigne le bilan, si on le compare à celui de l'année précédente, l'espoir que caresse le gérant général, Sir Edward Clouston, de proposer aux Directeurs l'octroi d'un bonus aux actionnaires, deviendra sans aucun doute une réalité avec l'année qui vient de commencer pour la banque.

L'augmentation des dépôts qui est de plus de \$18,000,000 que l'an dernier—alors qu'il y avait un chiffre élevé de dépôts spéciaux dont le retrait était attendu—est une bonne indication de la confiance dont jouit auprès du public,

cette grande institution financière si admirablement administrée.

En lisant le rapport de l'Assemblée des Actionnaires de la Banque de Montréal, nos lecteurs verront que, dans leurs propres affaires, ils pourraient imiter ce que fait cette banque en certains cas. Ce rapport, à bien prendre, est une leçon de choses d'un bon à l'autre.

Ainsi, il passe en revue la situation des affaires, constate les progrès rapides des entreprises industrielles et agricoles dans notre pays et nous dit que les marchés monétaires européens soutiennent depuis quelque temps les entreprises financières du Canada. Notre commerce extérieur a augmenté dans des proportions énormes (\$121,945,454 de plus que l'an dernier) mais l'excédent des importations sur les exportations est lui-même en augmentation. En d'autres termes, nous pourrions produire davantage et moins acheter de l'étranger, du moins pour certains articles: il y a donc place pour de nouvelles entreprises industrielles.

Le commerçant devrait toujours faire ce que font toutes les institutions financières: passer en revue la situation du pays et la situation générale également. Il y a toujours des indices qui permettent à l'observateur de voir venir les temps de crise ou de prospérité et le marchand qui veut et sait observer peut tirer grand profit de ses observations.

Sir Edward Clouston a fait justice de cette critique trop souvent répétée que nos institutions financières plaçaient trop de fonds à l'étranger. Nous avons ici même, à maintes reprises, expliqué la nécessité dans laquelle se trouvent les banques d'avoir toujours prêtes de fortes réserves sur lesquelles elles peuvent tirer à un moment d'avis. Elles ne pourraient le faire si leurs fonds étaient placés sur un marché aussi restreint que le nôtre car un appel de fonds un peu important démoraleliserait immédiatement la bourse en provoquant des liquidations, c'est-à-dire des ruines.

Il est d'ailleurs facile de critiquer, mais il est plus difficile de diriger des institutions comme la Banque de Montréal et pour cela, il vaut mieux s'en rapporter à ceux qui sont à sa tête, qu'à ceux qui critiquent sans avoir jamais rien compris à la science des finances.

OCCASIONS D'AFFAIRES

Nos abonnés qui pourraient intéresser les demandes de représentations, d'agence, de marchandises, etc., publiées dans "Le Prix Courant" n'auront qu'à nous faire connaître le numéro de l'occasion d'affaires qui les intéresse pour que nous leur adressions tous les renseignements complémentaires qui pourraient leur être utiles.

437.—Voitures de ferme.—Un importateur de voitures du Sud de l'Afrique